

L'Adresse—M. Fleming

évident. Les deux camps ont commis des erreurs et des impairs au cours des années. L'Alberta a accusé Ottawa de ne pas la consulter. A une certaine époque, le premier ministre de ladite province a refusé ni plus ni moins d'adresser la parole au gouvernement fédéral. Il aurait même menacé de rompre toutes relations. C'est là du meilleur canadianisme. Par contre, c'est ce même premier ministre qui a élaboré pendant des mois le projet Syncrude. Il a conçu un système qui touche directement les revenus du gouvernement fédéral. C'est dans une chambre d'hôtel de Calgary, en écoutant le téléjournal, que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) a entendu parler pour la première fois du projet Syncrude.

Le Canada bénéficie d'occasions presque sans précédent. Nous le savons en dépit des regards mauvais de mes amis de l'autre côté. Nous avons des occasions incomparables et nous avons un gouvernement fédéral qui prête l'oreille aux problèmes de toutes nos régions surtout de l'Ouest, bien qu'il y ait peu d'avantage politique à le faire en ce moment. Nous avons ces occasions quasi incomparables sans aucune planification ou prévision de notre part. Le Canada—ou est-ce juste l'Alberta et la Saskatchewan—est riche en ressources, mais les Maritimes, le Québec, le nord de l'Ontario, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon ont des problèmes réels de pauvreté et de disparité régionale.

Si, en pratique, on manqué ou du moins on a tardé à aider le Canada, est-ce que l'esprit de notre nation a jamais été que «ceux qui possèdent posséderont et ceux qui ne possèdent pas ne posséderont pas»? Est-ce que les omissions, oublis ou insensibilités du gouvernement à n'importe quel niveau par le passé ont jamais justifié cette approche pour le présent ou pour le futur? Quelle que soit la virulence de mes amis de l'autre côté au sujet du passé, à la longue qui souffrira d'une politique de confrontation, de régionalisme ou de frustration? Pas l'Ouest, pas dans ce cas-ci. Seulement et surtout les Canadiens qui souffrent le plus depuis toujours.

● (1610)

Aucun gouvernement des temps modernes n'a jamais plus cherché, sans moins se soucier des avantages politiques à en retirer, de solutions aux problèmes et injustices dont souffre l'Ouest. Jamais dans l'histoire du Canada—et j'inclus ma province—une région n'a eu un si grand potentiel de richesses et de bien-être économique que l'Ouest du Canada. Avant même l'annonce de l'embargo par l'Arabie, le gouvernement actuel s'est dit prêt à descendre dans la fosse aux lions et à y déceler les abcès. C'est ainsi qu'est née la Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest. Il s'est ensuite engagé à redresser les torts dont l'Ouest s'est plaint et on ne retrouverait certes pas ces engagements si clairement exposés dans le discours du trône et le gouvernement ne se serait pas tourné vers l'Ouest s'il n'était pas disposé à tenir parole. J'espère seulement que l'esprit de pionnier des gens de l'Ouest dont nous les entendons parler et dont ils sont si fiers, et avec raison, en fera des Canadiens avant tout à mesure que leur prospérité fortuite les mettra au premier plan de l'économie canadienne dans la prochaine décennie. Sans aucun doute, ce sera là leur attitude.

On remédiera aux injustices du tarif-marchandises. Leurs agriculteurs de l'Ouest ne cesseront de prospérer, comme jamais auparavant. Leur développement industriel s'accroîtra, comme il a déjà commencé à Medicine Hat, par exemple, avec l'aide du ministère de l'Expansion économique régionale. Avant tout, la richesse énergétique de

[M. Fleming.]

l'Ouest lui assurera une prospérité inégalée. C'est certainement une époque où les gens de l'Ouest et leurs chefs ne devraient parler que de canadianisme, et non de régionalisme.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, je me joins à ceux qui m'ont précédé au cours du présent débat pour féliciter les comotionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône. Je ne compte parler que d'une seule question, soit la position du Canada sur le plan international.

Je remarque que, mise à part une allusion aux répercussions de la crise du pétrole sur le Tiers-Monde, le discours du trône ne parle pas des affaires internationales. La raison en est peut-être, il faut bien le reconnaître, que les affaires internationales ne sont pas le sujet le plus attrayant sur le plan politique. Néanmoins, elles ont beaucoup d'importance pour le Canada. Il est évident que ni le Canada, ni aucun autre pays ne peut actuellement vivre dans l'isolement et il est banal de dire que le monde devient de plus en plus petit et que l'interdépendance s'y accentue constamment. Le bien-être du Canada et même sa survivance dépendent de la paix et de la sécurité du monde tout entier et nous sommes bien obligés de nous pencher sur cette question.

On dit qu'il faudrait parler d'affaires internationales sans égard à son appartenance politique. Dans une certaine mesure, je suis de cet avis. Naturellement, dans beaucoup de cas, les Canadiens, peu importe leur appartenance politique, sont fondamentalement d'accord avec ce qui se fait au niveau des relations internationales et alors, ils peuvent et doivent collaborer. Cependant, il existe de réelles divergences d'opinion au sujet de certains aspects précis de la politique internationale. A mon avis, il vaut la peine de parler de ces divergences.

Je compte donc faire valoir certains points litigieux sur lesquels mon parti, soit le parti néo-démocrate et le gouvernement actuel sont en désaccord. On se rendra compte, je pense, que ces divergences sont réelles. D'abord, il y a une divergence remarquable au niveau des principes. En 1970, le gouvernement a publié une série de brochures portant le titre général de Politique étrangère au service des Canadiens. Ces documents traduisent rien de plus qu'un désir d'action discrète dans le domaine des affaires internationales et qu'une lassitude à l'égard de certaines opérations comme le maintien de la paix. De façon générale, c'est une réaction contre l'attitude qui voudrait qu'on insiste trop sur le rôle du Canada.

Nous reconnaissons bien sûr que le Canada n'est pas, sur le plan de la puissance militaire ou de l'influence, un protagoniste important sur la scène internationale. Nous croyons cependant qu'il existe des secteurs des affaires internationales où le Canada pourrait exercer une direction naturelle et essentielle. Je fais ici allusion à des entreprises comme l'élaboration d'un code international de protection des droits de l'homme et tout le domaine de l'internationalisme humanitaire.

Nous partageons avec certains autres pays l'obligation d'assurer une certaine direction. Je mentionnerais par exemple la Suède, l'Australie, la Hollande, l'Allemagne de l'Ouest, la Norvège, le Danemark et la Nouvelle-Zélande. Il existe bien sûr de nombreux pays de ce qu'il est convenu d'appeler le Tiers-Monde qui sont dans la même position. Nous n'avons pas eu, à mon avis, la clarté, la précision, la vigueur ni la direction dynamique que le Canada aurait pu imprimer en ces domaines. Il nous a manqué le sentiment d'urgence. Il existe à mon avis une nécessité pres-